

Introduction

Tudi KERNALEGENN et François PRIGENT

Voilà un demi-siècle, le 3 avril 1960, naissait le Parti socialiste unifié (PSU), dont les derniers militants prononcèrent la dissolution trente ans plus tard, le 7 avril 1990. Structure partisane éphémère et hétéroclite, traversée par des tendances complexes et éclatées, le PSU a participé à renouveler en profondeur la gauche, aussi bien au plan idéologique qu'au niveau de l'enracinement de ses réseaux militants. Ce parti charnière, qui oscille entre l'extrême gauche et la gauche de gouvernement, mêlant racines laïques et filières catholiques de gauche, a été une école de formation pour deux générations de militants de gauche, imprégnées par ce mouvement politique atypique. Lieu de débats et de transferts militants, caractérisé par une grande mobilité interne, le PSU est souvent assimilé dans les recherches universitaires comme dans les mémoires collectives à un laboratoire d'idées, ayant aussi investi le terrain des luttes sociales lors des mobilisations des années 68¹. Élaborant des réflexions politiques qui confrontent des thèmes vecteurs de modernité pour la gauche française, le PSU occupe une place à part dans le champ politique en raison du contraste entre son échec électoral global, son impact intellectuel et son influence matricielle. Dans cette perspective, l'apport du PSU est indéniable dans le processus de dépassement de l'opposition séculaire entre la gauche laïque et la mouvance catholique progressiste. Le rôle du PSU dans l'intégration à gauche d'une vague militante issue des milieux chrétiens met en lumière les mécanismes

1. Le concept des années 68, forgé dans l'historiographie récente, inscrit le moment 68 dans un contexte plus large, ce qui amène à repenser en profondeur la chronologie de la période. DREYFUS-ARMAND Geneviève, FRANK Robert, LÉVY Marie-Françoise, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *Les années 68 : le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, 525 p. et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Le Seuil, 2008, 313 p.

de recomposition du jeu et des enjeux partisans, notamment pour la gauche non-communiste durant la séquence politique 1958-1981.

Âges et visages du PSU

Toute tentative de considérer le PSU comme un parti uniforme est vouée à l'échec. Le PSU est un parti marqué par sa diversité interne, le jeu des courants de manière synchronique, et l'évolution idéologique de manière diachronique. C'est un creuset partisan, composé d'une somme multiscalaire de noyaux militants. Néanmoins, une pluralité de moments et de postures peut être identifiée pour restituer la réalité multiple de l'histoire du PSU. Au moment de sa fondation, la composante socialiste unitaire domine. Dans les années 68, le PSU mue progressivement en une organisation se réclamant de façon simultanée et paradoxale de la gauche moderniste et des militants gauchistes. À partir du milieu des années 70, les microréseaux du PSU sont marqués par un socle idéologique partagé, celui de la référence à l'autogestion.

Ainsi, trois temps du PSU peuvent être mis en avant (1960-1967 ; 1967-1974 ; 1974-1990) conjugués avec quatre postures ou visions différentes (unitariste, moderniste, gauchiste, autogestionnaire). Ces divers PSU, à prendre comme des idéaux-types plus que comme des réalités figées, ne se succèdent pas de manière tranchée mais plutôt par tuilage, sans recouper nécessairement les luttes internes de tendances. Parfois structurées en groupes militants cohérents, soudées par des leaders, des courants ou des textes programmatiques, ces familles du PSU ont dominé à des moments différents le parti, sans être cloisonnées, comme le révèle l'extraordinaire multiplicité des parcours individuels : nombreux sont les militants à être entrés au PSU sur une base socialiste unitaire, puis à avoir été séduits par le discours moderniste au cours des années 1960, avant de participer à la radicalité romantique du gauchisme après 1968, puis de se convertir sincèrement au PSU autogestionnaire à partir de 1972-1975.

À sa naissance le PSU vise avant tout à travailler à l'union de la gauche, en se positionnant comme la forme rénovée d'un socialisme unitaire. Dénonçant avec force les compromissions de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), en perte de vitesse en raison de ses positions sur le colonialisme, ses rapports avec le pouvoir gaulliste et ses stratégies de Troisième Force, le PSU prône au contraire une unification de toutes les gauches sur des bases ouvrières et socialistes, en privilégiant des alliances qui replaceraient le Parti communiste français (PCF), alors pôle dominant à gauche, au cœur de l'échiquier politique. Des figures majeures comme Antoine Mazier, Édouard Depreux, Robert Verdier ou Jean Poperen incarnent à divers niveaux ce PSU initial, élaboré aussi en réaction à la

guerre d'Algérie et au retour au pouvoir du général de Gaulle. Majoritaire lors du congrès de Clichy en 1961, cette dimension unitariste se retrouve en minorité dès le III^e congrès de La Grange-aux-Belles, en novembre 1963, défaite confirmée de façon définitive lors du V^e congrès de Paris en juin 1967. Phénomène central dans les matrices d'adhésion au Parti socialiste autonome (PSA) puis au PSU, cette volonté de créer un espace politique durable entre la SFIO centriste et les contre-sociétés communistes échoue à susciter une dynamique militante, comme le montrent les limites des ancrages partisans si l'on mesure les effectifs d'adhérents et les scores obtenus aux différents scrutins. Une frange importante de ce premier PSU quitte le parti par vagues successives, notamment autour de 1967, et participe, via les clubs, Union des groupes et clubs socialistes (UGCS), Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) ou la Fédération de la gauche démocrate socialiste (FGDS), à la fondation du socialisme version Parti socialiste (PS). Le départ de Gilles Martinet en 1972, qui correspond localement à l'adhésion au PS d'une myriade de militants, qui occupent dans les années 70-80 des positions électorales dans le milieu partisan socialiste, marque symboliquement la fin de ce premier PSU.

Deuxième visage du PSU, la composante moderniste du parti coexiste dès le début avec le PSU unitariste. Cette composante trouve ses sources aussi bien dans les réseaux mendésistes détachés de la matrice marxiste que dans les expériences de gauche alternative intellectualisante, Nouvelle Gauche (NG), Union de la gauche socialiste (UGS), avec des figures comme Claude Bourdet. Partiellement au-delà d'une stratégie politique de contre-attaque de la gauche non-communiste, ce PSU moderniste aspire en premier lieu à procéder à une refondation idéologique du socialisme. Symbolisé par Michel Rocard, ce deuxième PSU émerge dès le I^{er} congrès (Clichy, 1961), avant de devenir majoritaire en novembre 1963. Le colloque socialiste de Grenoble (30 avril-1^{er} mai 1966) est le moment matrice de ce deuxième PSU, qui devient avec la Confédération française démocratique du travail (CFDT) le cœur de la deuxième gauche, incarnée par des trajectoires comme celles d'Edmond Maire ou Gilbert Declercq. Bousculé par l'émergence des gauchistes à partir de 1968, ce PSU porteur d'un socialisme modéré en phase avec les mutations contemporaines de la société reste toutefois dominant, le texte d'orientation rocardien obtenant ainsi 53 % des mandats lors du VII^e congrès de Lille en juin 1971. Face à l'échec électoral du PSU, cette fraction socialiste du parti, très homogène socialement, rejoint en bloc le PS après l'expérience des Assises du socialisme à l'automne 1974. La persistance des réseaux PSU au PS se vérifie par la mise en place d'un courant durable et structuré, deuxième gauche de la rupture avec la SFIO et le PCF, à savoir le courant rocardien.

Le troisième visage du PSU naît aussi avec le parti : c'est le PSU « gauchiste », qui prospère dans la deuxième période du PSU (1967-1974) et participe fortement à forger l'image externe du parti. Inspiré d'idéologies radicales et/ou privilégiant des alliances privilégiées à l'extrême gauche, ce PSU gauchiste se caractérise par une fragmentation idéologique autour de trois formes : trotskyste, maoïste, « mouvementiste ».

Un courant trotskyste existe dès le II^e congrès (courant E, socialiste révolutionnaire). Proche du PSU unitariste au début (1963), puis des modernistes (1967), il perdure tout au long de l'histoire du PSU sous des appellations différentes. Ainsi, les trotskystes du PSU rassemblent 14 % des mandats en 1971, dominant même un temps la puissante fédération de Paris. Néanmoins, l'hémorragie militante de cette fraction est réelle en 1972, au profit notamment de la Ligue communiste (Jacques Kergoat, Jean-Marie Vincent) ou de Révolution! (Manuel Bridier), même si certains restent (à l'instar de Yvan Craipeau). En outre, il faut noter entre 1975 et 1977 le passage du courant pabliste au sein du PSU, arrivé en tant qu'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) et parti en tant que Comités communistes pour l'autogestion (CCA).

Un courant maoïste émerge après Mai 68 et s'affirme lors du conseil national de Rouen de juin 1970. Il se regroupe en effet alors autour de la thèse C qui dénonce le caractère réformiste du PCF et préconise des accords politiques avec le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Devenue la Gauche révolutionnaire (GR) au congrès de Lille (12 % des mandats), la double appartenance GR/PSU est interdite dès juin 1972, ce qui provoque le départ d'une partie de ces militants se revendiquant du marxisme-léninisme (dont Emmanuel Terray ou Pierre Bauby).

Très influencé par le mouvement social de 1968, le courant mouvementiste est culturellement dominant au PSU entre 1969 et 1971. Il se caractérise par des références idéologiques hétéroclites (maoïstes, libertaires, guévaristes, etc.), mais surtout par une fascination pour le mouvement social comme objectif en soi. Matérialisé par la thèse D au moment du conseil national de Rouen (*Pour un rassemblement œcuménique du mouvement révolutionnaire*), cette tendance mouvementiste rassemble 20 % des suffrages lors du congrès de Lille. Elle se structure alors en Gauche ouvrière et paysanne (GOP) autour notamment de Marc Heurgon. Elle pèse encore 16 % des mandats lors du congrès de Toulouse en décembre 1972, au moment de son éclatement : une partie de la tendance quitte alors le PSU pour constituer Pour le communisme (PLC), autour de Marc Heurgon notamment, et une autre part en 1974, le Parti d'unité populaire (PDUP). PLC et PDUP se retrouvent alors en dehors du PSU pour reconstituer la GOP (Gauche ouvrière prolétarienne).

Le quatrième visage du PSU (1972/1975-1990) se définit par l'homogénéité de ses références politiques : autogestionnaire, écologiste, féministe et régionaliste. Émanation partielle du PSU moderniste au terme des luttes de Mai 68, cette culture PSU se trouve en phase avec la majorité gauchiste de 1969-1971. Cimenté par le congrès de Toulouse fin 1972, ce PSU de l'autogestion, prégnant dans le patrimoine mémoriel du parti car il garde la « vieille maison » après le départ des rocardiens vers le PS, produit le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » qui définit un socialisme autogestionnaire. Parmi les figures du PSU entre 1975 et 1989, il faut souligner les trajectoires de Michel Mousel, André Barjonet ou encore Huguette Bouchardeau. Une large partie de ce quatrième PSU évolue vers l'écologie politique à la fin des années 1970 via les luttes antinucléaires. Une partie non négligeable d'entre eux, de même que nombre d'anciens « gauchistes » (Alain Lipietz, Gilles Lemaire), se retrouveront chez Les Verts dès la fin des années 1980 voire à la fin des années 1990 via l'Alternative Rouge et Verte (AREV) ; d'autres resteront fidèles au paradigme du quatrième PSU en créant les Alternatifs ; d'autres enfin rejoindront le PS au cours des années 1980 autour d'Huguette Bouchardeau.

Une histoire éclatée du PSU ?

Éparpillée et parcellaire, l'historiographie du PSU souffre de l'absence réelle d'une synthèse globale, le projet initié par Marc Heurgon² étant resté inachevé. La recherche en histoire comme en science politique semble ne pas s'être emparée de cet objet partisan original, en dehors de travaux plus généralistes mettant en perspective l'histoire de la rénovation des gauches françaises (Jean-François Kesler) ou de la recomposition du milieu socialiste lors du choc de la guerre d'Algérie (Gilles Morin)³ voire de portraits biographiques d'anciens militants du PSU⁴. Angle mort de la recherche sur les partis politiques, l'historiographie du PSU est en outre marquée par les contextes de production des recherches et études. Objet scientifique

2. HEURGON Marc, *Histoire du PSU*, tome I : *La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 2004, 444 p. HAUSS Charles, *The New Left in France : the Unified Socialist Party*, Westport (CT), Greenwood Press, 1978, 283 p.
3. KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti Socialiste. Les minorités qui ont renoué le PS*, Toulouse, Privat, 1990, 471 p. ; MORIN Gilles, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA (1954-1960), un courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse d'histoire, université de Paris I, 1992.
4. Parmi les nombreuses biographies, citons : BOUGEARD Christiane, *Tanguy Prigent, paysan-ministre*, Rennes, PUR, 2002, 363 p. ; CHEVANDIER Claude et MORIN Gilles, *André Philip : socialiste, patriote, chrétien*, Paris, CHEFF, 2005, 503 p. Recherche Socialiste, *Histoires socialistes. Edouard Depreux (1898-1981)*, n° 2, 1998. CUÉNOT Alain, *Pierre Naville (1904-1993). Biographie d'un révolutionnaire marxiste*, Paris, Bénévent éditeur, 2008, 686 p. LIATARD Séverine, *Colette Audry (1906-1990). Une femme intellectuelle au XX^e siècle*, thèse, Paris I, 2007. MAUREL Emmanuel, *Jean Popereu, une vie à gauche*, Paris, Encyclopédie du socialisme, 2005, 127 p. À noter les études biographiques sans propopographie réunis dans la nouvelle série du Maitron. Cf. PENNETIER Claude, *Maitron, Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier et du Mouvement Social*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2006-2012.

disséqué à chaud par diverses radiographies internes⁵, le PSU s'est aussi doté d'instruments historiques de visibilisation, voire de réflexion sur ses archives⁶. Au final, si le PSU est présent aux marges de nombreux travaux, dans la mesure où il apparaît comme un acteur central de la redistribution des cartes à gauche et des nouvelles formes du mouvement social, l'objet PSU n'était pas traité pour lui-même de façon approfondie⁷.

Pour forger enfin une connaissance solide sur le PSU, il nous a donc semblé urgent de réunir cette « histoire en miettes », connaissance éparpillée et donc méconnue. En effet, le PSU apparaît en filigrane de très nombreuses recherches, aussi bien chez les historiens contemporanéistes que les politistes voire les sociologues. À l'heure actuelle, c'est bien un pan entier de la recherche sur les mutations des gauches françaises à partir des années 1950 qui est à dynamiser. Fort de ces constats, nous avons décidé d'organiser une journée d'étude consacrée à « L'implantation du PSU en Bretagne : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées », tenue le 8 février 2007 à l'IEP de Rennes. L'idée était d'amener des chercheurs dont les recherches abordent le PSU de manière périphérique à expliciter et synthétiser leur connaissance du PSU dans une communication. Le succès de cette initiative, qui a réuni une cinquantaine de chercheurs et d'anciens militants autour de sept interventions, nous a poussés à élargir et approfondir notre angle d'approche, ce qui s'est concrétisé par un colloque à Rennes les 9 et 10 septembre 2008⁸. L'ouvrage actuel provient d'une sélection des interventions de ces trois journées consacrées au PSU vu d'en bas. Pour renforcer la cohérence de l'ouvrage, les articles ont été regroupés en trois parties.

5. CAYROL Roland et TAVERNIER Yves, « Sociologie des adhérents du PSU », in *Revue Française de Science Politique*, vol. 19, n° 3, p. 699-707, 1969. NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Paris, Roblot, 1973, 253 p.

6. Cf. DALBERT François (dir.), *Archives d'espoir. 20 ans de PSU*, Paris : Syros, 1980 ; les fonds du CHT de Nantes ; les tribulations des fonds des archives nationales (Fonds Édouard Depreux, 456 AP ; Fonds du PSU, 481 AP). Mais il reste encore beaucoup à faire pour la mise en place de dépôts dans les archives départementales. On peut enfin souligner le rôle des Amis de Tribune Socialiste (ATS), véritable amicale des anciens du PSU, dépositaires du patrimoine matériel voire symbolique parfois du parti. Cette structure rassemble des militants qui ont tenu la « vieille maison » jusque dans les années 80 pour nombre d'entre eux.

7. Ce qui joue assurément un rôle dans l'émergence de livres témoignages, visant à suppléer les carences au niveau des travaux universitaires locaux. Cf. par exemple DEPREUX Édouard, *Servitude et grandeur du PSU*, Paris, Syros, 1974, 297 p. ; LEROY-LADURIE Emmanuel, *Paris-Montpellier : PC-PSU (1945-1963)*, Paris, Gallimard, 1982, 261 p. ; CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su...*, Paris, L'Harmattan, 2007, 246 p.

8. « Le PSU vu d'en bas. Un parti dans les régions : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980) ». Organisé par le Centre de Recherche sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) et le Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO) avec le soutien du Groupe d'Études sur les Organisations et Partis Politiques (GEOPP) et de l'Office Universitaire de Recherche sur le Socialisme (OURS), ce colloque s'est tenu à l'université de Rennes 2 (1^{re} journée) et à l'IEP de Rennes (2^e journée). Il a réuni 23 communicants et une cinquantaine de participants (chercheurs et anciens militants).

La première partie, principalement issue de la journée d'étude, regroupe sept articles consacrés au PSU en Bretagne, bastion partisan marquant symboliquement le PSU à l'échelle nationale, dont l'histoire est appréhendée de façon large. Des racines militantes du PSU dans les départements bretons (Gilles Morin) à sa transformation en PSU-Bretagne (Tudi Kernalegenn), les articles présentent aussi un profond travail de terrain, à partir de monographies départementales portant sur une approche comparée Côtes-du-Nord/Finistère (Christian Bougeard) et l'étude fouillée d'une fédération au profil très marqué, la Loire-Atlantique (Jean Guiffan). Les réseaux du PSU sont également au cœur de ces travaux, réseaux socialistes et filières militantes composés de chrétiens de gauche (François Prigent), réseaux notabiliaires retraçant l'action des élus PSU au Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons, CELIB, (Fabrice Marzin) et analyse de l'imbrication des milieux militants du PSU avec les mouvements sociaux (Vincent Porhel).

La deuxième partie s'attache à saisir l'implantation du PSU, au travers de monographies fédérales ou de regards croisés sur plusieurs départements. L'analyse porte ainsi sur des zones de force des ancrages PSU, comme les Ardennes (Gilles Deroche et Didier Bigorgne), dont le profil diffère fortement avec la Drôme (Gilles Vergnon), la Gironde (Pierre Simon), l'Hérault (Olivier Dedieu et Fabien Nicolas), la Loire (Jean-Michel Steiner) ou encore la Creuse et les Basses-Alpes (Fabien Conord). La problématique des déserts militants et des microréseaux dévoile aussi l'histoire des zones de faiblesse à travers l'étude d'un réseau égocentré en Vendée (Loïc le Bars), ou de la comparaison entre les fédérations bourguignonnes de l'Yonne et de la Saône-et-Loire (Thierry Hohl et Jean-François Poujeade).

La troisième partie de cette publication collective vise à déplacer le regard sur la prosopographie et les réseaux militants du PSU vers son aptitude à se transformer en laboratoire d'idées. De fait, inscription dans les réseaux et travail idéologique sont liés comme le démontrent les diverses études de cas proposées : place du PSU dans les luttes en faveur des populations immigrées (Daniel Gordon et Séverine Lacalmontie), relations privilégiées nouées par le PSU avec le monde enseignant (Ismaël Ferhat) ou les universités parisiennes (Étienne Pingaud), rapports ambivalents entretenus avec le monde paysan engagé (Jean-Philippe Martin et Yannick Drouet) ou les combats féministes (Bibia Pavard).

Le PSU vu d'en bas, un parti dans les régions

Pour poser un socle solide à la connaissance sur le PSU, interroger au mieux l'hétérogénéité perceptible à partir de la connaissance fragmentaire du parti au niveau national, il a semblé pertinent d'interroger le parti à l'échelle

régionale et locale par le biais d'enquêtes de terrain fouillées. L'originalité de cet ouvrage réside ainsi dans l'inscription du système d'action que forme le PSU dans le jeu des territoires politiques régionaux : la focalisation sur l'échelle locale (départementale, régionale) permet de saisir la structuration du milieu PSU et d'appréhender le fonctionnement de ce parti. En interrogeant les formes régionales de l'implantation du PSU, l'objectif est de révéler l'identité de ce parti politique en mettant en lumière son rôle dans les élections, les mobilisations, les idéologies. Interroger un parti par en-bas permet de concrétiser son appréhension en suscitant des enquêtes de terrain minutieuses, une restitution ne faisant pas abstraction des réseaux locaux ni de la diversité des parcours individuels, et une montée en généralité dépassant la monographie traditionnelle. Dans cette perspective, trois axes ont été soumis aux auteurs au prisme chaque fois d'une approche territoriale, « *bottom-up* », ascendante, pour appréhender les diverses facettes du PSU : milieu partisan, implantation et réseaux ; un mouvement politique novateur (pratiques, identités, engagements) ; un laboratoire d'idées, thématiques et héritages.

L'idée du premier axe est de restituer de manière fine et de questionner l'implantation du PSU au plan géographique (bastions, zones de force) et sociologique (prosopographie des adhérents, militants et élus du PSU). De même, l'étude du milieu partisan s'avère essentielle pour démultiplier les regards sur les matrices et filières d'adhésion, les trajectoires individuelles (focalisant notamment l'attention sur la mise à jour des passerelles militantes avant et après le passage au PSU), profil partisan selon les périodes (processus de fondation, configurations des Assises du socialisme, histoire des éclatements du PSU). Il s'agit d'appréhender les réseaux du PSU dans une perspective englobante, en étudiant les filières et mouvances qui participent/aboutissent à la genèse du PSU, les liens tissés avec les autres structures (politiques, syndicales, associatives), l'enracinement social et le capital politique des réseaux militants, la réalité des courants issus du PSU. Il convient ainsi de saisir la structuration du parti, son fonctionnement réel à la base, socle commun permettant d'élaborer une typologie des fédérations PSU mais également de comparer le PSU aux autres formations partisans. Les spécificités de la gestion politique, notamment à travers les municipalités PSU et les conseillers généraux PSU, méritent également d'être interrogées.

Le PSU semble aussi être un mouvement politique novateur au niveau de ses pratiques et de ses engagements. Le rôle du PSU dans la redéfinition politique de la laïcité, et plus généralement de la question religieuse, participe de la spécificité de son histoire. La part des chrétiens de gauche, au niveau de leur impact militant et idéologique, semble différenciée en fonction des territoires. Les relations privilégiées du PSU avec la CFDT,

en termes de militants communs et de convergences idéologiques, participe aussi de cette histoire. Le PSU a aussi été perçu, particulièrement après Mai 68, comme le parti de la contestation, en phase avec les luttes sociales. Qu'en est-il réellement ? Il s'agit de nuancer cette catégorisation mais aussi de comprendre les rapports du PSU avec les divers mouvements sociaux qui ont marqué les années 1970 (féminisme, écologie, régionalisme, etc.). L'influence et le rôle des militants PSU dans ces nouvelles formes d'engagement militant et la diffusion de ces idées permettent de décomposer la réalité de ce mouvement novateur, qui met en place des pratiques militantes originales. Dans un voyage au cœur du PSU, il est possible de cerner le fonctionnement militant, la portée de la parole, l'usage de l'écrit ou des réunions-laboratoires.

Enfin, le PSU est souvent considéré comme un laboratoire d'idées. Mais le travail idéologique n'a pas seulement eu lieu au sommet de la structure mais aussi à la base, dans les régions. Il apparaît nécessaire d'explorer et d'interroger les modalités de cette construction idéologique, de même que les vecteurs de diffusion et d'assimilation à la base des idées spécifiques ou identitaires du PSU telle que l'autogestion. De plus, des approches fortes du PSU sont nées dans les périphéries à l'instar du régionalisme ou de la réflexion sur les minorités nationales. Quel a été l'impact de ces idées au sein du PSU, au niveau idéologique mais aussi structurel, sur les gauches dans leur ensemble et sur les sociétés régionales, et qu'en reste-t-il ? Enfin, les héritages du PSU posent aussi la question de l'étude d'un « parti passoire ». Il s'agit de comprendre les trajectoires ultérieures des militants PSU, et notamment l'impact du PSU au niveau des idées, de l'expérience militante et des générations politiques. Le rôle du PSU dans la refondation du PS ou dans la création de l'écologie politique sont des fils conducteurs qui nous permettront de poser quelques hypothèses sur l'héritage du PSU aujourd'hui.